



Force Ouvrière

Enseignement Supérieur - Recherche

n°144 de Juin 2021
0,40 €

Intervention de Gilles Bourhis, au congrès de la FGF-FO

Chers camarades, je vous adresse le salut fraternel du syndicat national FO de l'enseignement supérieur et de la recherche, FO ESR.

Le mandat de mon syndicat est de voter pour le rapport d'activité et le rapport de trésorerie. En effet le mandat donné au congrès d'Arras a été respecté.

Je vais intervenir sur ce qui se passe dans mon secteur, l'enseignement supérieur et la recherche.

Le gouvernement a profité et continue de profiter de la pandémie pour porter une attaque majeure contre l'université et contre les étudiants. En effet, avec l'état d'urgence dit "sanitaire", le gouvernement a décidé de fermer durablement les universités. Notre ministre, Madame Vidal, nous a dit, ne vous inquiétez pas, l'enseignement va se faire quand même, on va le faire à distance, c'est pas aussi bien, mais ça va marcher.

Les enseignants, la plupart mal formés aux outils, ont tout fait pour s'y mettre, ils ont travaillé d'arrache-pied pour ne pas abandonner leurs étudiants, étudiants qui non seulement se sont retrouvés à étudier à distance, isolés, parfois sans abonnement internet en dehors de leur téléphone portable, sans parler de leur détresse sociale puisque beaucoup se sont retrouvés sans ressources.

Le résultat, non seulement de très nombreux étudiants ont abandonnés leurs études, mais surtout, l'enseignement à distance n'a pas permis à l'écrasante majorité des étudiants d'acquiescer les connaissances prévues. Malgré tous les efforts des enseignants pour les aider, le constat pour la plupart, c'est un an et demi de pseudo-étude, sans réel progrès dans l'acquisition de connaissances.

FO ESR est le syndicat de personnels le plus acharné depuis à peu près mai 2020, à combattre pour la réouverture à 100 % des universités.

Bien sûr nous revendiquons des moyens pour cela, en particulier en salles de cours et en postes de titulaires. Mais contrairement à d'autres syndicats, nous avons choisi dans nos mots d'ordre de ne pas conditionner la réouverture des universités, le retour des étudiants, à l'obtention des moyens.

Nous avons eu quelques succès dans ce combat, notamment à Brest où nous avons contribué à ce qu'une AG se tienne malgré les conditions difficiles, vote et décide la reprise en présentiel,

malgré les consignes ministérielles, et ça s'est réalisé, le président d'université laissant faire.

Ce combat est indispensable, pas seulement pour maintenant mais aussi pour l'avenir. En effet, le gouvernement et tous ses alliés veulent profiter de cette période pour inscrire l'enseignement à distance dans la durée, notamment avec ce qu'on appelle l'hybridation, c'est à dire une partie des enseignements à distance, une autre partie en présentiel.

Pourquoi ? je crois que vous l'avez compris, c'est pour faire des économies. Le coût par étudiant baisse déjà chaque année. Pour le gouvernement l'enseignement à distance, c'est la baisse des coûts assurée, plus besoin d'embaucher des enseignants. Ce gouvernement utilise l'état d'urgence et les lois liberticides pour accélérer toutes ses attaques, c'est particulièrement le cas

dans contre l'enseignement supérieur public, en poursuivant ses attaques contre le droit aux études, contre les diplômes nationaux.

C'est aussi le cas dans la recherche publique, sommée par la LPR, la loi de programmation de la recherche, de produire des résultats immédiats, alors

que la recherche a besoin de temps, de liberté de recherche, et de financement sur le long terme pour développer la connaissance. La pandémie nous a démontré cela une fois de plus : elle nous a pris de court, alors que la recherche sur les coronavirus s'était développée suite à l'épidémie de SRAS, après 2003. En France, il y a notamment l'équipe de Bruno Canard, chercheur au CNRS à Marseille, qui a obtenu des premiers résultats prometteurs. Mais ses recherches sur les coronavirus n'ont plus été financées après 2008, jugées non prioritaires. C'est pourquoi FO ESR combat la LPR et se bat pour la liberté de recherche et donc des financements pérennes, et pour des chercheurs titulaires.

FO ESR, syndicat de la fonction publique, membre de la FGF, défend les statuts des personnels et les missions de services publics, à savoir l'université, les diplômes nationaux et la recherche publique.

Pour terminer, merci au secrétariat fédéral pour son travail, à tous ses membres, à Christian, et en particulier aux 3 membres sortants, bonne retraite à eux, et aux 3 membres entrants, merci à tous !

Vive la FGF-FO, vive la confédération Force Ouvrière.

Dans ce numéro :

Editorial	p 1
Déclaration de Boycott du CTMESR consacré aux «chaires de professeur junior»	p 2
Déclaration liminaire FO ESR au CTMESR du 21 juin	p 3
Compte rendu du CTMESR du 21 juin	p 3 - 4
Courrier à Frédérique Vidal	p 4
Déclaration préalable au CNESER du 6 juillet	p 5
CROUS GPEEC : comment la précarité (CDD) va se généraliser ...	p 6
ITRF : Collèges d'Experts	p 7
Repyramidage ITRF	p 8
Echos des syndicats départementaux	p 9 - 11
FNEC FP FO : Parcoursup et « Bac Blanquer »	p 12

Directeur de la publication :
Gilles BOURHIS
FO ESR

6-8, rue Gaston Lauriau
93513 MONTREUIL Cedex
Tél. : 01 56 93 22 88
Fax : 01 56 93 22 87

Email : foesr@foesr.fr

Site : <http://www.foesr.fr/>
N°CPPAP 1023 S 06 645
ISSN n°1247-3359

Imprimé par Typofset